

# CAPITALISME TRANSNATIONAL OU IMPÉRIALISME COLLECTIF ?

SAMIR AMIN \*

*Partant de l'analyse fouillée de l'interpénétration des capitaux menée dans un récent livre de William K. Carroll\*\*, l'auteur revisite la problématique sur les formes actuelles du capitalisme transnational en examinant la littérature récente qui lui a été consacrée. Il conclut qu'une construction remise en cause doit être déconstruite avant qu'une autre ne devienne possible. C'est vrai pour la mondialisation en place (c'est-à-dire la domination mondiale de l'impérialisme collectif de la triade); c'est vrai pour l'Europe.*

**L**a question de la nature de la « mondialisation » du capitalisme (en français la « globalisation ») est au centre de débats importants depuis au moins une trentaine d'années.

## **Un capitalisme transnational en voie d'émergence ?**

Pour ceux qui, comme moi-même, Wallerstein, Arrighi et Frank ont affirmé depuis fort longtemps que le capitalisme historique avait toujours été mondialisé, à toutes les étapes de son développement, la seule question qui se pose est de savoir si la nouvelle étape de cette mondialisation présente quelques caractéristiques importantes nouvelles qui constituent un changement qualitatif dans la nature du capitalisme.

Une réponse positive à cette question est donnée d'emblée par la presque totalité des économistes et des politologues conventionnels pour lesquels la « transnationalisation » en cours de développement rapide efface graduellement la portée des bases nationales qui auraient caractérisé le capitalisme historique du passé. Pour

---

\* PRÉSIDENT DU FORUM MONDIAL DES ALTERNATIVES

\*\* William K. Carroll, *The Making of a Transnational Capitalist Class: Corporate Power in the 21st Century*, Zed Book, London, 2010, 274 p.

ceux-là le sens de la nouvelle mondialisation mérite à peine d'être précisé, tant il serait évident. Beaucoup plus intéressantes sont les réflexions proposées dans ce domaine par les économistes critiques du capitalisme qui eux aussi donnent une réponse positive à la question, mais en précisant leurs arguments factuels et, sur cette base, en dégagant des conclusions plus fines concernant la nature de la transformation.

Stephen Hymer <sup>1</sup> est le premier, à ma connaissance, à avoir formulé dès 1970 cette réponse positive (à une question encore rarement posée à l'époque) en affirmant « *An internationalist capitalist class is emerging whose interests lie in the world economy* » (cité par William K. Carroll, *The making of a transnational capitalist class?*, Zed 2010, page 2).

64

Kees Van Der Pijl <sup>2</sup> avait toujours intégré l'analyse des transformations du système économique dans une économie politique plus large qui donne toute son importance à la dimension politique des problèmes, comme il se doit. Il était parmi les premiers à avoir dit (à juste titre à mon avis) que le « projet européen » avait été conçu à Washington (« *European unification was a product of US intervention* »), rappelé par Carroll (op. cité, page 155). J'ai, pour ma part, toujours exprimé ce même point de vue.

Mais des pas en avant dans l'affirmation de l'émergence d'un « capitalisme atlantique transnational » (intégrant les États-Unis et l'Europe du Nord-Ouest) ont été proposés plus récemment par Leslie Sklair, W. I. Robinson et William K. Carroll (op. cit., 2010) <sup>3</sup>.

Robinson est celui qui est allé le plus loin dans la définition de la transformation qualitative du capitalisme, en affirmant que la nouvelle bourgeoisie est constituée par ceux qui *possèdent* les moyens de production majeurs à l'échelle mondiale (« *a group that owns leading worldwide means of production* »), rappelé par Carroll, op. cité, page 3).

Leslie Sklai (op. cité) définit la nouvelle transnationalisation en intégrant dans une seule réalité les différentes dimensions de son affirmation nouvelle. La classe dirigeante mondialisée nouvelle associerait donc, dans cet esprit : les cadres dirigeants (« *corporate*

---

<sup>1</sup> Stephen Hymer [1979], *The Multinational Corporations: A Radical Approach*, Cambridge University Press.

<sup>2</sup> Kees Van der Pijl [1984], *The Making of an Atlantic Ruling Class*, London, Verso.

<sup>3</sup> Leslie Sklair [2001], *The transnational capitalist class*, Blackwell; W. I. Robinson [2004], *A theory of Global Capitalism*, John Hopkins, Baltimore, et William K. Carroll (op. cit., 2010).

*executives*») des oligopoles majeurs, les classes politiques à leur service (« *globalizing bureaucrats and politicians* », les technocrates également à leur service (« *globalizing professionals* ») et même les plus larges couches sociales privilégiées bénéficiaires de la mondialisation (« *consumerist elites* »). Le fait de cette association n'est, par lui-même, guère discutable. Mais peut-on en déduire qu'il s'agit d'une seule classe (mondiale) ? ou d'un groupe de classes associées et constitutives d'un bloc historique (à la Gramsci) dominant à l'échelle mondiale ? Ou d'un groupe de classes (de nationalités différentes entre autres) à la fois conscients de la convergence de leurs intérêts mais tout également en compétition ? Cette troisième réponse, qui est celle de Pijl, est également la mienne, pour les raisons que je donnerai plus loin.

L'ouvrage le plus récent sur la question, celui de William Carroll, est le produit d'un travail empirique d'une ampleur titanesque. Carroll a choisi un indicateur de l'interpénétration des capitaux, tant aux plans nationaux qu'aux plans transnationaux, européen, nord-atlantique et mondial. Cet indicateur est constitué par le nombre des représentations croisées dans les conseils d'administration des firmes. Carroll a donc recensé tous ces échanges de représentation, pour le groupe des 100 ou pour celui des 500 plus grandes firmes mondiales. Les classements qu'il établit du degré d'interpénétration des capitaux sont le produit de ce travail, sans pareil à ma connaissance pour sa précision et l'illustration magnifique et éclairante des résultats dans une série de graphiques (d'autant plus noirs que cette interpénétration est forte, ou gris, ou presque blancs quand elle l'est moins).

Je n'éprouve aucune difficulté à souscrire donc aux conclusions *immédiates* que Carroll tire de cet examen. Je reviendrai sur des conclusions moins immédiates dont je ne suis pas convaincu.

Les conclusions immédiates de Carroll sont les suivantes :

– Les interpénétrations transnationales n'ont pas réduit l'ampleur de celles qui concernent les systèmes nationaux (« *the transnationalisation of the corporate network has not fragmented national corporate networks* », p. 24 ; ou encore : « *transnational network is a kind of superstructure that rests upon rather resilient national bases* », p. 34).

– Les liens entre les firmes se trouvent renforcés, d'abord dans chacun des cadres nationaux (même en Europe) – et l'Allemagne présente dans ce domaine la figure du système national le plus fortement intégré par comparaison aux autres pays européens – puis dans celui de la petite Europe du Nord-Ouest (Allemagne, France, Pays-Bas, Suisse, Suède, la Grande-Bretagne occupant une position singulière dans ce réseau de liaisons), ensuite dans le cadre Atlantique (cette Europe

et les États-Unis/Canada). Par contre les réseaux Europe/Japon ou Atlantique nord/Japon sont chétifs. Encore davantage le sont les liens entre le centre atlantique d'une part et tout le reste du monde d'autre part (y compris les pays émergents, Chine et autres).

– Le réseau européen exclut pratiquement l'Europe de l'Est et les Balkans; il est concentré sur l'Europe occidentale capitaliste avancée.

– Les réseaux européens et atlantiques intégrés concernent principalement les firmes industrielles et commerciales et fort peu les banques. Celles-ci sont fortement reliées à certains des segments systèmes productifs nationaux, mais fort peu reliées entre elles directement. Les banques restent donc « nationales » plus largement que les autres firmes; elles sont moins européennes ou atlantiques.

– L'intégration ouest-européenne (et non européenne, puisque les pays de l'Europe de l'Est et du Sud en sont exclus) est nettement en avance comparativement aux autres expressions de l'intégration transnationale.

Carroll tire de ses observations deux conclusions majeures :

66

– Que la construction ouest-européenne est en marche. Je reviendrai sur cette conclusion dont la formulation, beaucoup trop rapide à mon avis, risque d'inspirer une vision erronée de la perspective.

– Que les espaces nationaux intégrés restent importants Carroll formule cette conclusion dans les termes suivants: « *the notion that the elite is becoming disembodied from national moorings and repositioned in a supra national space underestimates the persistence of national and regional attachments* » (p. 129).

Je considère que le terme « underestimate » est lui-même trop ambigu pour traduire correctement la réalité de l'articulation national/transnational tant à l'échelle atlantique qu'à celle de l'Europe occidentale.

## **Capitalismes nationaux et impérialisme collectif**

Le capitalisme ne se réduit pas à la somme des firmes capitalistes. L'accent placé par l'économie conventionnelle sur le fonctionnement des marchés et l'abandon de l'économie politique défigurent systématiquement la réalité et n'en donnent qu'une image trompeuse et finalement erronée.

Le capitalisme est une réalité historique et sociale (et non seulement économique) qu'on doit étudier comme un ensemble de sociétés capitalistes (et non d'économies capitalistes, encore moins de firmes capitalistes). Je prétends que ces sociétés capitalistes sont des sociétés *nationales*, et j'insiste sur cette qualification. Elles l'ont

toujours été et le sont encore, en dépit de la transnationalisation, qui, au demeurant, a toujours accompagné le déploiement mondial de celles de ces sociétés nationales qui sont dominantes.

Dans l'analyse de ces capitalismes nationaux, aujourd'hui comme hier, l'accent dans la recherche ne doit sans doute pas négliger l'examen des réalités que les firmes capitalistes représentent. Mais elle doit aller plus loin et porter : (i) sur la nature des formations sociales concernées ; (ii) sur celle de la bourgeoisie (la classe capitaliste qui les domine) correspondant à ces formations ; (iii) sur celle de l'État qui gère la politique dans ces formations.

J'ai toujours prétendu – et je maintiens ce point de vue – que les formations sociales du capitalisme central constituaient des systèmes productifs intégrés et autocentrés, même s'ils sont ouverts, et de surcroît agressivement ouverts. Le concept de système autocentré est lui-même complexe et articule diverses dimensions : (i) l'interdépendance technique des divers segments du système productif (dont les tableaux d'input-output donnent l'image) ; (ii) les modes de gestion du rapport de classe conflictuel capital/travail ; (iii) la nature des rapports qui articulent la domination des monopoles (depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle) aux autres secteurs de la production capitaliste, ou intégrées dans le capitalisme ; (iv) les modes de gestion de la monnaie en leur qualité de moyens de placer les intérêts généraux du capital au-dessus des intérêts conflictuels des capitalistes individuels ; (v) la nature de l'ouverture (agressive) et les modes de gestion de la transnationalisation asymétrique qui l'accompagne.

Évidemment ce type d'analyse holistique – propre à l'économie politique (je préfère dire au matérialisme historique) – ne peut être donné une fois pour toutes. Il faut en dégager l'histoire et les développements transformateurs d'une phase à l'autre de celle-ci.

De ce point de vue l'indicateur que représentent les représentations croisées dans les conseils d'administration des firmes, choisi par Carroll, ne peut, par lui-même répondre à aucune des questions posées. Il ne permet ni de dire qu'un capitalisme transnational en voie d'émergence tend à se substituer aux capitalismes nationaux – ou à les soumettre à sa logique, ni son contraire – que les capitalismes nationaux restent déterminants dans la configuration de la transnationalisation. Il ne permet ni de dire qu'une « classe capitaliste transnationale » est en voie d'émergence, ni qu'elle ne l'est pas.

Il ne peut être question ici de développer les arguments *empiriques* (je souligne ce qualificatif) qu'il faudrait réunir et analyser pour avancer dans les réponses aux six questions posées plus haut. Une bonne partie de ce que j'ai écrit au cours des cinquante dernières

années a constitué ma modeste contribution en réponse à ces questions. Mais ce genre de contributions se fait malheureusement de plus en plus rare, avec les dévastations associées au transfert du centre de gravité de la réflexion sur les « marchés », fatales pour l'analyse réaliste et critique du capitalisme.

Sklair est conscient de l'impossibilité de conclure à l'émergence d'un capitalisme « post national ». Il écrit : « *we should speak of a transnational capitalist class only if there are structural conditions that reproduces a transnational corporate community independent of its national home base* » (cité par Carroll, op. cit., p. 19). Or ces « conditions structurelles » sont loin d'être réunies, en dépit de la transnationalisation qui a le vent en poupe depuis une trentaine d'années.

La CNUCED a proposé en 1993, pour la mesure de ce degré de transnationalisation, un bon indice (« *transnationality index* » TNI) simple, presque évident, qui associe trois grandeurs relatives : la part des actifs étrangers dans les actifs totaux d'une firme, celle de ses ventes à l'exportation par rapport à son chiffre d'affaires total, celle de l'emploi à l'extérieur par rapport à celui de l'ensemble de la force de travail qui lui est soumise. Or ce TNI s'élève visiblement au cours de la décennie 1996-2006 (cité par Carroll, op. cit., p 91). Mais est-ce là un fait seulement conjoncturel, ou le reflet d'une transformation décisive, irréversible ? Et quand bien même le serait-il, la transnationalisation en question affaiblit-elle, ou au contraire renforce les capitalismes nationaux dominants qui la façonnent ? Le fait par lui-même ne répond pas à cette question, et je n'en suis pas surpris.

Sortant du cadre étroit de ce que l'on peut tirer comme conclusions du recensement des échanges croisés entre membres des conseils d'administration des firmes, Carroll fait – au passage – quelques observations importantes :

– Que les économies du Sud, y compris celles des pays émergents (et même du plus brillant d'entre eux, la Chine) ont été écartées des processus d'intensification des réseaux d'interdépendance transnationalisée propres au Nord. Carroll va jusqu'à écrire : « *the network seemed to present one facet of a collective imperialism, organized to help manage global capitalism* » (op. cit., p. 55). Je note ici la reprise de ma thèse concernant l'émergence d'un impérialisme collectif, terme plus approprié, selon moi, que celui, vague à l'extrême, de « globalisation ».

– Que la transnationalisation marquée n'intéresse véritablement que les économies de l'Atlantique nord (États-Unis, Europe occidentale), tandis que le Japon paraît ne participer que marginalement à ce procès.

La première de ces observations invite à ouvrir le débat sur ce que j'ai qualifié d'émergence de l'impérialisme collectif de la triade (États-Unis, Europe occidentale, Japon).

La mondialisation (« *globalization* ») est un terme inapproprié. Sa popularité est à la mesure de la violence de l'agression idéologique qui a interdit de parler désormais d'impérialisme ! Pour moi, dans son déploiement, le capitalisme historique réellement existant a toujours été mondialisé et polarisant, et de ce fait impérialiste. L'impérialisme collectif n'est alors qu'une forme nouvelle d'un phénomène ancien et permanent : l'impérialisme.

Cette forme nouvelle repose certainement sur des bases objectives, dont la transnationalisation renforcée des firmes dominantes exprime la nature. Elle implique le ralliement à un projet politique commun : celui de gérer ensemble le monde soumis (le Grand Sud, *global South*), et, à cette fin, de le soumettre au contrôle militaire de la Planète par les forces armées des États-Unis et de leurs alliés subalternes de la triade (l'OTAN, le Japon). Mais cette exigence nouvelle n'abolit pas le caractère national des composantes capitalistes de la triade. Elle en atténue les contradictions et les conflits, mais ne les abolit pas. Carroll signale les incertitudes associées à la permanence de ces conflits. Il écrit : « *the wave of the international mergers did not lead to stable transnational firms* » (op. cit., p. 18).

L'analyse de ces convergences des politiques de la triade et des conflits qui les traversent est hors du champ du regard de Carroll. Je l'ai replacé au centre de mon analyse de la longue crise systémique contemporaine du capitalisme des monopoles généralisés (je renvoie ici à mon ouvrage) <sup>4</sup>.

Les partenaires *nationaux* de la triade (et j'insiste sur cette qualification même pour ce qui est de l'Europe) sont évidemment inégaux.

Les débats sur l'hégémonie – au sens gramscien – et en particulier sur le déclin de l'hégémonie des États-Unis, trouvent leur place dans ce cadre. Son analyse ne peut être restreinte à celle des compétitivités inégales des systèmes productifs concernés (des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, du Japon, de la France, etc.). Elle doit intégrer ses dimensions politiques, idéologiques et militaires.

Les débats sur les origines et le déploiement de la financiarisation, comme sur ses effets, trouvent tout également leur place ici. Je renvoie encore le lecteur sur ce sujet à mon ouvrage cité sur *La Crise*. La financiarisation est, dans cette analyse, non pas le produit « d'erreurs », voire de « divagations », mais la traduction des

---

<sup>4</sup> Samir Amin [2009], *Sur la crise – Sortir de la crise du capitalisme ou sortir du capitalisme en crise?*, Le Temps des Cerises ; traduction anglaise, *Ending the crisis of capitalism or Ending capitalism?*, 2010.

exigences de réponse du capital des monopoles généralisés à sa crise. Néanmoins cette financiarisation entre en conflit avec les exigences de la gestion *nationale* nécessaire de la monnaie (même dans l'Europe de l'euro comme je le dirai plus loin). L'observation faite par Carroll, concernant le degré plus faible de transnationalisation des banques (en comparaison des firmes productives) est le témoignage de cette contradiction, et le rappel de l'autonomie des systèmes nationaux, en dépit de la transnationalisation.

La transnationalisation, néanmoins, affaiblit certainement la cohérence des systèmes productifs nationaux concernés, même ceux des plus puissants partenaires. Mais elle ne lui substitue pas l'émergence d'une cohérence d'un système productif transnational (voire même transeuropéen) auquel les systèmes nationaux seraient contraints de se soumettre. Le système global est de ce fait instable, et il le sera de plus en plus, comme Carroll l'a dit, en passant.

70

Au sein de la triade la place du Japon paraît marginale, à en croire les déductions de Carroll. Je crois qu'il y a là une erreur d'optique et une vision de la réalité déformée par le choix de l'indicateur (les échanges croisés dans les conseils d'administration). Le capitalisme japonais a toujours été opaque ; et son souci de rester le seul maître chez lui, même s'il est devenu plus apparent que réel, est bien connu. En dépit de cela, dans d'autres formes, y compris bien entendu aux plans politiques et militaires, l'appartenance du Japon à la triade de l'impérialisme collectif ne fait pas de doute, à mon avis.

D'une manière générale les frontières de cette triade me paraissent clairement dessinées. Je reviendrai plus loin sur celles internes à l'Europe. Mais quid du Canada, de l'Australie ? Ces deux capitalismes nationaux sont – pour des raisons pour lesquels je n'ai pas la place de fournir ici des développements argumentés – dans la position de ce que j'ai appelé des « provinces extérieures » des États-Unis. Le Japon est un peu dans cette situation également, à sa manière. Le Mexique, sur lequel je reviendrai, ne l'est pas.

Pour toutes ces raisons le conflit majeur qui traverse le système global est celui qui oppose, et opposera nécessairement toujours davantage – dans l'horizon visible – le « Nord » (la triade impérialiste) et le « Sud » (en particulier la Chine et les autres pays émergents).

### **L'Europe, ou les Europes, en construction ? Ou en déconstruction ?**

Additionnez les chiffres des populations et les volumes des PIB des pays européens ; vous obtiendrez au total l'image de la première puissance économique mondiale. On nous raconte donc que même si



le projet européen avait été conçu à Washington au départ, il serait devenu une réalité en marche permettant à l'Europe de discuter d'égal à égal avec les États-Unis, voire de s'affirmer comme le centre de gravité majeur du système mondial.

Ce discours ne tient pas la route, tout simplement parce que les États-nations associés dans l'Union européenne restent fondés sur des capitalismes nationaux plus concurrents que complémentaires les uns des autres, ou bien encore ne sont complémentaires que dans une inégalité tenace, si celle-ci est acceptée par les plus faibles. Il ne s'agit donc pas d'un ensemble stable, comme le sont les États-Unis, qui, en dépit de leur constitution fédérale, constituent une seule nation et un seul État.

La constitution européenne ne permet pas de transcender cette situation ; elle ne permet pas de s'acheminer vers « l'État européen » fût-il « confédéral » et plurinational. Cette construction n'a rien fait de plus qu'entériner les desiderata des capitalismes de monopoles nationaux. Apeldoorn a eu raison de nous faire comprendre dès 2002 que cette constitution avait été pratiquement rédigée par la *European Round Table of Industrialists*, sans consultation aucune des pouvoirs élus, comme le rappelle Carroll (op. cit., p. 155).

Or le consensus sur lequel reposent les stratégies des monopoles des pays concernés ne poursuit qu'un seul objectif : rendre impossible la remise en question de la domination exclusive des monopoles concernés par des pouvoirs élus quelconques (« faire du socialisme un objectif illégal » comme Giscard d'Estaing l'a avoué). De ce fait ce consensus interdit la progression vers la construction d'un État transnational, si celle-ci était possible en dépit de la diversité des formations nationales européennes.

La crise de l'euro a fait éclater cette réalité et mis au-devant de la scène les asymétries qui caractérisent la construction européenne. Dans le rappel que j'ai fait des raisons de cette « *impossible gestion de l'euro* » (traduction anglaise sur le site de Pambazuka : « *the impossible management of the euro* »), j'ai insisté sur l'objectif poursuivi par l'Allemagne, celui de « dominer l'Europe ». Tout simplement, comme le rappellent nos amis grecs mentionnés dans mon analyse, réaliser par les moyens de l'économie ce que l'Allemagne a échoué par deux fois à imposer par la conquête militaire : une « Europe allemande ».

L'Europe se conjugue donc toujours au pluriel.

La « première Europe », constituée par le noyau des capitalismes historiques nationaux les plus puissants (l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, auxquels on peut adjoindre les États plus modestes mais non moins avancés que sont les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, la Suède), est elle-même traversée de conflits, potentiellement violents, en dépit des apparences. Le tandem France/

Allemagne ne fonctionne que dans la mesure où le plus faible – la France – s’aligne de fait sur les positions du plus fort – l’Allemagne. Ce qui est le cas avec Sarkozy, mais n’est pas garanti pour l’avenir. La Grande-Bretagne fait cavalier seul, et recherche un équilibre, difficile à stabiliser, entre la satisfaction de ses nouveaux intérêts « européens » et sa préférence nord-atlantique.

La « seconde Europe » est constituée par les capitalismes nationaux plus fragiles que représentent l’Italie, l’Espagne, et peut-être même quelques autres (l’Irlande, le Portugal, la Grèce). Cette Europe n’a pas voix au chapitre. Elle est invitée à se conformer aux décisions des plus puissants, l’Allemagne en premier.

La « troisième Europe » – les PECO de l’ex-Europe de l’Est – constitue une périphérie dominée. Ses rapports avec la première Europe, en particulier avec l’Allemagne, sont d’une nature analogue à ceux que l’Amérique latine entretient avec les États-Unis. L’Europe de l’Est et les Balkans constituent le champ d’expansion de la domination des monopoles des puissances européennes majeures, et rien de plus, même si l’illusion que leurs peuples se font qu’ils sont en voie de « rattraper » par et dans l’intégration européenne demeure puissante.

72

Un parallèle s’impose ici entre les PECO et le Mexique. En adhérant à la NAFTA, le Mexique a renoncé à son autonomie. En dépit des apparences – une bonne croissance du PIB, elle-même fort discutable – le Mexique n’est pas sur la voie d’un développement qui lui permettrait de gravir les échelons à partir de sa position actuelle disons « semi-périphérique : la catastrophe historique que représente la capitulation de la nation mexicaine sera difficile à surmonter, tout comme l’est celle des nations de l’Europe de l’Est. Un désastre analogue à celui qui a fait perdre au Mexique la moitié de son territoire, annexée par les États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle, pourrait se répéter, par une forme d’annexion de la Basse Californie et du nord du pays, reléguant son Sud à la condition des voisins de l’Amérique centrale, Guatemala et autres.

L’Europe donc n’est pas « en construction », comme malheureusement Carroll et d’autres l’affirment trop vite, fondant leur jugement sur quelques critères limités et fragiles relatifs à l’interdépendance des intérêts à court terme des monopoles « européens ». La crise en cours amorce plus probablement, à mon avis, la « déconstruction » de l’Europe. Au cas où l’Allemagne échouerait à imposer son projet « d’Europe allemande », Berlin pourrait prendre l’initiative de sortir de l’euro et de se replier sur une zone mark intégrant les Pays-Bas, la Scandinavie, l’Europe de l’Est et les Balkans (plus ou moins suivis par l’Italie et l’Espagne), sans trop se préoccuper de la recherche de compromis avec la France et la Grande-Bretagne. Un retour à l’Europe des années 1930 ?

## Face au défi, les réponses des peuples sont-elles efficaces ? À quelles conditions ?

Les peuples, ceux des centres (la triade) et des périphéries (émergentes ou pas), ne sont pas confrontés au « défi de la mondialisation », mais à celui du déploiement de l'impérialisme collectif des puissances (au pluriel) de la triade. L'analyse de ce défi impose à son tour d'aller voir en amont de la « mondialisation » ce que sont les transformations majeures du capitalisme qui commandent celle-ci.

J'ai proposé ici de qualifier ces transformations en connectant les divers aspects de leurs manifestations dans ce que j'ai appelé le « capitalisme des monopoles généralisés ». J'entends par là une étape nouvelle du capitalisme des monopoles, caractérisée par la soumission de l'ensemble des systèmes productifs nationaux concernés à la domination de ces monopoles, lesquels pompent par ce moyen une bonne fraction de la plus-value produite dans les secteurs dominés. Je renvoie le lecteur ici encore à mon ouvrage sur *La Crise*. Cette domination, pratiquement totale (et nouvelle), m'a inspiré l'idée d'un passage à la domination du *capital abstrait*, assis sur la dépossession des bourgeoisies historiques à son profit. La financiarisation en est l'expression.

Carroll, dans la thèse qu'il avance d'une « bourgeoisie transnationale » (en fait transatlantique) en voie de constitution, ne se fonde pas seulement sur l'argument (limité et fragile à mon avis) des échanges de représentants dans les conseils d'administration des firmes, il renforce la puissance de son argument en mettant en relief les instruments politiques institutionnalisés importants que cette classe en formation s'est donnés. Ses analyses des fonctions remplies par neuf de ces institutions méritent d'être rappelées :

– Bien que l'*International chamber of Commerce* ait été créée en 1919, son rôle a pris une dimension considérablement plus décisive depuis la création récente de l'OMC, dont elle demeure la source d'inspiration majeure.

– Les *Bilderberg Conference*, initiées dès 1952 (*La société du Mont pèlerin*), animées par le mentor du libéralisme sans frontières ni limites, Hayek, ont su populariser le discours du néolibéralisme auprès des hommes politiques, des ténors des médias, des militaires de haut grade des pays de la triade. La *Commission trilatérale*, mise en place en 1973, a donné à ce discours une tonalité quasi officielle, à laquelle les gouvernements et partis politiques majeurs de la triade – de droite et de gauche – ont adhéré. Le *World Economic Forum* (Davos) en a pris le relai en l'amplifiant à partir de 1982.

- Plus récemment le *World Business Council for Sustainable Development*, créée en 1995, poursuit l'objectif « d'habiller en vert » les stratégies d'expansion du capital des monopoles, et, par ce moyen, de rallier les opinions écologistes qui ont le vent en poupe.
- Au niveau européen, la *European Round Table of Industrialists* a pris, à partir de 1984, l'importance qu'on connaît, en devenant la source majeure d'inspiration des décisions prises à Bruxelles au nom de l'Union européenne.
- Parallèlement les partenaires de la triade ont mis en place en 1995 deux instruments de leurs dialogues permanents, le *Transatlantic Business Dialogue* et la *European Union/Japan Round Table*; tandis qu'à l'échelle de la NAFTA était créé en 2006 le *North American Competitiveness Council*.

Bien que les discours développés dans ces institutions soient bien connus et banals à l'extrême – simplement ultra réactionnaires – il est nécessaire de le dire et de le répéter, car ces « think tanks » bénéficient toujours de la réputation honorable de réunir en leur sein ceux qui « connaissent le mieux » les problèmes. Le citoyen – spectateur de base d'aujourd'hui – reste largement convaincu que nul ne saurait mieux connaître les problèmes économiques que les chefs d'entreprise. On lui a fait oublier que ces chefs d'entreprise n'avaient d'autre préoccupation que de garantir à leur entreprise le taux de profit le plus élevé possible, et que le chômage, par exemple, n'est pas leur problème. Les questions économiques ne sont vues que dans ce miroir déformant.

74

Carroll tire trop facilement de ces observations la conclusion qu'une « bourgeoisie transatlantique » est bel et bien en voie d'émergence. Je n'en dirai pas autant. La convergence des styles de représentation des problèmes et des opinions ne saurait en constituer la preuve. Les cours royales de l'Europe des <sup>xvii</sup>e, <sup>xviii</sup>e et même <sup>xix</sup>e siècles étaient peuplées de personnages qui tout également partageaient les mêmes styles de pensée. Cela n'excluait pas leur conflit. Aujourd'hui, de la même manière, je dis que les bourgeoisies des monopoles de la triade partagent tout également les mêmes méthodes de pensée mais qu'elles n'en restent pas moins « nationales » – même en Europe. Elles sont seulement, de surcroît, conscientes de l'exigence pour elles de se présenter unies face à leur adversaire commun – le Sud, la Chine en tête. Elles constituent donc bien la base de ce que j'appelle l'impérialisme collectif de la triade. La crise approfondie aidant, va-t-on voir se développer les conflits d'intérêt entre ces partenaires nationaux du collectif impérialiste ? Cela me paraît fort probable. Et cela remettra en question les formes de la mondialisation encore en place, mais déjà ébréchées.

Mais face à ce défi nouveau les propositions de contre-stratégies de Carroll me paraissent insuffisantes. La raison en est que Carroll

reste « dans le vent » c'est-à-dire qu'il imagine possible de substituer une « mondialisation meilleure » à celle en place et n'imagine pas la déconstruction de la mondialisation comme préalable incontournable à sa reconstruction éventuelle, plus tard, sur d'autres bases.

Face aux institutions de la bourgeoisie transnationale, Carroll propose une contre-stratégie dont il voit les linéaments se dégager dans quatre institutions nouvelles, qu'il choisit parce qu'il les pense certainement porteuses d'avenir. Ce sont : (i) *l'International Trade Union Confederation* ITUC, (ii) le *Transnational Institute d'Amsterdam* (TNI), lui-même issu de *l'Institute for Policy Studies* basé à Washington, (iii) les *Friends of the Earth International* (FoEI), et (iv) le *Forum Social Mondial* (dont la première édition a été inaugurée à Porto Alegre en 2001).

Au-delà des nuances et des préoccupations particulières à chacune de ces institutions un dénominateur commun permet en effet de les grouper dans un ensemble qui a du sens. Elles sont largement « réformistes », parfois à l'extrême comme l'ITUC qui ne défend même plus un programme social-démocrate à « l'ancienne » – un compromis capital/travail digne de ce nom – mais se satisfait de propositions mineures visant à alléger les conséquences sociales les plus dramatiques des politiques des monopoles. Les FoEI ne s'intéressent pas à l'examen de la relation immanente entre logique capitaliste et désastre écologique et deviennent de ce fait un interlocuteur valable pour le WBCSD. La charte du FSM s'interdit la recherche d'alternatives politiques positives et se satisfait d'enregistrer les transformations spontanées dans la société produites par les « résistances ».

Dans une analyse critique impitoyable des pratiques de beaucoup des institutions dites « antisystémiques » – « ONGs » entre autres – Michel Chossudovsky (*Manufacturing Dissent*, website Chossudovsky, 2010) qualifie les divergences mises en relief par ces institutions de « fabriquées » et destinées à servir le système, qui d'ailleurs finance généreusement ces programmes autoqualifiés (« d'antisystémiques »).

Sans aller nécessairement jusque-là je dirai que la ligne stratégique générale choisie par ces institutions – et d'autres, de nature analogue – est fondée sur la recherche d'un « nouveau consensus » qui permettrait d'avancer dans la substitution d'une « autre mondialisation » – meilleure – à celle façonnée par les monopoles. Or cette stratégie est, à mon avis, condamnée à l'échec. Car elle ignore les leçons de l'histoire. J'ai rappelé (voir mon ouvrage *La Crise*) que la première longue crise systémique du capitalisme des monopoles n'avait trouvé sa « solution » qu'au terme de 30 ans de guerres et de révolutions. C'est à travers celles-ci que des

rapports de force à la fois sociaux et internationaux nouveaux ont permis les « trente glorieuses » (1945-1975), ou, dans mon analyse, la coexistence des trois familles de « modèles de développement » de l'époque (ceux du compromis social-démocrate, du soviétisme, du développement national populaire) et le fonctionnement d'une « mondialisation pluricentrique » parallèle.

Il n'y a rigoureusement pas de raisons de penser qu'il en sera autrement dans l'avenir. Une construction remise en cause doit être déconstruite avant qu'une autre ne devienne possible. C'est vrai pour la mondialisation en place (c'est-à-dire la domination mondiale de l'impérialisme collectif de la triade); c'est vrai pour l'Europe.

Les stratégies alternatives ne peuvent être efficaces qu'à la condition d'être radicales, c'est-à-dire à la fois d'œuvrer à la déconstruction de ce qui est en place et d'amorcer des avancées en direction de la construction alternative, à mon avis nécessairement de nature socialiste, au sens que sortant délibérément du carcan des logiques capitalistes.